

Le Ceta signé, Juncker fait la leçon à Lutgen et à la Belgique

► Juncker conseille à la Belgique de « réfléchir à son organisation institutionnelle ».

► « Jamais nous n'avons menacé la Wallonie. »

► Lutgen lui réplique déjà.

Le Ceta est-il frappé d'une malédiction? Après sept années de négociations et renégociations, après un blocage wallon qui a retardé le consentement des 28 et obligé à reporter le sommet UE-Canada prévu pour jeudi passé – sommet finalement convoqué vendredi soir pour ce dimanche, à la surprise générale – c'est finalement une panne de l'avion par lequel le Premier ministre canadien Justin Trudeau s'était envolé une première fois d'Ottawa, qui a occasionné un ultime retard de deux heures du fameux sommet.

Alors que quelques dizaines de manifestants altermondialistes anti-Ceta ont réussi à faire transformer le Juste Lipse en camp retranché, à l'intérieur, ce sont des dirigeants européens et un Premier ministre canadien soulagés qui ont expédié en moins d'une heure le sommet proprement dit, pour se concentrer sur ce qui comptait le plus: les images (comme Didier Reynders l'avait fait samedi au palais d'Egmont pour la signature de l'agrément belge), et l'explication de texte en conférence de presse.

A entendre les deux présidents de l'UE, la fulgurance du sommet serait inversement proportionnelle à son importance. « Tous les sommets sont importants, mais certains sont plus importants que d'autres », a déclaré en paraphra-

sant la maxime orwellienne Jean-Claude Juncker, président de la Commission. Donald Tusk, président du Conseil européen (qui réunit les Etats), voit quant à lui dans la signature de l'accord euro-canadien rien de moins que « la preuve que la désintégration de la communauté occidentale ne doit pas devenir une tendance durable ».

Propos lisses de Justin Trudeau

Tout cela pour l'accord de commerce « le plus progressiste jamais signé », ont argumenté Juncker et Trudeau. Le qualificatif de progressiste n'aurait pas été mis en avant, si le Ceta n'avait pas failli dérailler pendant quinze jours sous l'effet des cailloux posés par une certaine petite région et son ministre-président socialiste. Interrogé par *Le Soir* sur son éventuel ressentiment contre la Wallonie, Justin Trudeau s'est limité à vanter « la démocratie », qui suppose « des voix en opposition » qui demandent de « justifier les décisions ». Jean-Claude Juncker, à qui nous avons demandé s'il partageait les propos (lire ci-contre) tenus par son commissaire Günther Oettinger – il n'en avait encore pas eu connaissance – a saisi l'occasion pour vider son sac... « Je sais l'importance du débat intra-belge, et l'incompréhension de la Wallonie qui a pu jouer » dans le processus d'acceptation du Ceta, a entamé Juncker. « Je suis gré au ministre-président wallon d'avoir dit devant ses parlementaires à quel point il était reconnaissant envers la Commission pour le rôle qu'elle a joué. Ce rôle, elle l'a joué tant à l'égard de la Wallonie que de la Belgique. Et nous avons toujours dit

qu'il n'y avait pas d'ultimatum, mais qu'il était important d'avoir

un bon accord. »

« Ensuite, a poursuivi Jean-Claude Juncker, je veux rappeler que l'interlocutrice de l'UE, n'est pas la Région wallonne, mais le gouvernement fédéral. Nous avons fait exception à cette règle. Mais, les entités fédérées et fédérale auraient dû se mettre d'accord au préalable. Mais exceptionnellement, la commissaire Malmström et ses principaux négociateurs ont engagé des débats avec la Wallonie. » Le président de la Commission faisait ici référence à la période entamée, en plein sommet européen le 21 octobre, lorsque la ministre canadienne du Commerce avait fait spécialement le voyage pour rencontrer Paul Magnette. Le gouvernement fédéral a brièvement disparu de la scène, tandis que des représentants de la Commission y sont entrés, pour ne plus quitter les coulisses de la négociation belgo-belge jusqu'à son issue. (Tous les acteurs belges ont d'ailleurs tressé des lauriers à Mauro Petriccione, le négociateur du Ceta pour la Commission européenne.)

La Wallonie? « Je la connais mieux que n'importe quelle autre région d'Europe », lançait Jean-Claude Juncker, les tripes visiblement à vif. (« Du calme », lui soufflait Donald Tusk.) Je n'ai donc pas à recevoir de leçons sur le régionalisme belge. Mais je m'inscris en faux contre les procès d'intention. Jamais, au grand jamais nous n'avons menacé la Région wallonne de conséquences désastreuses. Je le dis à l'attention du CDH et de son président Lutgen. Nous étions engagés aux côtés de la Wallonie, afin que toutes ses incertitudes disparaissent. »

Brouille familiale

La charge lourde et venant d'un chrétien-démocrate, membre de la

Lutgen: « Juncker doit se réveiller ! »

Le président du CDH n'a pas apprécié que « le président de la Commission européenne tienne ces propos (à son encontre, NDLR) devant la presse internationale. Je suis choqué », nous déclare-t-il. « J'ai dit que je ne le visais pas personnellement quand j'ai évoqué des menaces dans le dossier Ceta ». Mais Benoît Lutgen confirme sur le fond: « Il y a eu, de façon feutrée, des propos disant que nous devions percevoir les risques que nous prenions en Wallonie. » De la part de qui? « De gens autour de la table. Il s'agit de gens autour et alentours des négociateurs ». Et Lutgen de lancer en retour: « Jean-Claude Juncker doit vraiment se réveiller! Car on ne va pas régler les problèmes européens (sécurité, économie, dumping social...) par des traités. Il faut des investissements, une politique industrielle, énergétique, et montrer aux citoyens qu'on les écoute. » Par ailleurs, il demande à Juncker, « s'il a un peu de courage, de faire démissionner Günther Oettinger (lire ses propos contre la Wallonie ci-contre). Il n'a plus sa place à la Commission. »

Arbitrage: la lettre de la Wallonie va partir

La lettre du gouvernement wallon est prête et va être envoyée dans les heures qui viennent. Celle qui demande que l'on saisisse la Cour européenne de Justice pour savoir si le tribunal d'arbitrage pour les investissements, prévu par le Ceta, est conforme au droit européen.

Charles Michel « J'ai vraiment craint : une nouvelle vague de Belgian bashing »

ENTRETIEN

PÉKIN

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le Premier ministre, Charles Michel, est arrivé en Chine ce dimanche matin. Il annonce la signature d'une vingtaine d'accords. Parmi les plus importants, figure une lettre d'intention pour l'ouverture d'une ligne aérienne Bruxelles-Shanghai ou encore une convention qui permet de livrer des prisonniers de Belgique à la Chine et inversement, à condition, côté chinois, que la peine de mort ne soit pas appliquée. Lundi, Charles Michel rencontrera le Premier ministre chinois, Li Keqiang, et le président de la république, Xi Jinping. « J'ai eu de premiers contacts avec de très grands entrepreneurs chinois. J'ai eu des questions sur le Ceta. Je m'attends à en avoir d'autres dans mes contacts officiels. Heureusement, j'ai pu les rassurer puisque l'accord était signé au même moment. » Il s'est confié à quelques journalistes. Venons-en au fait...

Vous pensez que l'attitude de la Wallonie sur le Ceta a dégradé l'image de la Belgique comme terre d'investissements ?

Je me suis inquiété pour la réputation de la Belgique. J'ai craint un nouveau Belgian bashing du type de celui que nous avons connu après les attentats. Heureusement, cela n'a duré que quelques jours. La signature était prévue pour jeudi, elle a finalement lieu ce dimanche. Donc, ce n'est pas un drame, ce n'est pas une tragédie. Et c'est pour cela que j'ai travaillé à convaincre les gouvernements wallons et bruxellois. Il était impératif de faire advenir cet accord dans les plus brefs délais.

Vous regrettez l'attitude de la Wallonie ?

Comme Premier ministre, je respecte la position d'un gouvernement et d'un parlement régional. Et en l'occurrence, on parle de la Wallonie, mais il y avait aussi Bruxelles. Je rappelle que lundi, Bruxelles disait non au même titre que la Wallonie. Avec, dans la coalition, des partis flamands.

Ne perdons pas de vue cet élément-là.

Vous iriez jusqu'à dire, comme Didier Reynders dans nos colonnes samedi, que l'attitude de Paul Magnette est louable et qu'il a négocié de manière constructive ?

Ce qui compte, c'est le résultat. Je ne veux pas relancer les polémiques de ces dernières semaines. La crédibilité de l'Europe et de la Belgique a été mise en danger, mais nous avons pu convaincre tout le monde. La collaboration avec Paul Magnette a été très bonne sauf ces derniers jours. Je regrette que nous n'ayons reçu les textes des amendements de la Wallonie que mardi. Cela aurait été plus facile si les amendements étaient arrivés plus tôt, mais je ne veux pas regarder en arrière.

Vu de Chine et d'ailleurs, l'impact est limité, alors ?

Je suis convaincu que l'impact est limité parce qu'on a pu trouver un accord très vite. Mais si l'on

n'avait pas trouvé d'accord, ou si le blocage avait été persistant, je pense que le dommage aurait été considérable. Considérable. Tant pour le projet européen que pour la Belgique. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai fait tout ce qui était possible pour convaincre le gouvernement wallon. Et je me réjouis que le gouvernement wallon et le gouvernement bruxellois aient fini par rejoindre la conviction selon laquelle le libre-échange, avec un cadre, avec des normes, est positif pour le développement économique et pour la position de la Belgique.

Tout cela sans changer une virgule au traité, vous maintenez ?

Je maintiens. On n'a pas touché à une virgule du traité. Cela fait plus d'une semaine qu'on ne négocie plus avec le Canada. Et donc si ces textes inter-prétatifs, qui, pour certains d'entre eux, ont une valeur juridique, ont permis de clarifier les choses à la suite de campagnes de contre-vérités pendant de très nombreux mois, tant mieux.

Des contre-vérités ?

Faire croire que les derniers jours ont permis d'éviter les hormones ou les OGM, c'est un mensonge. Le traité prévoyait d'emblée que le principe de précaution était maintenu, avec les normes belges actuelles et futures. Le mensonge est encore plus grand en ce qui concerne les agriculteurs. Certains ont cru pouvoir annoncer qu'ils avaient obtenu un mécanisme de sauvegarde pour les agriculteurs, indiquant qu'en cas de déséquilibre,

la Commission pouvait intervenir. C'est une fumisterie : ce mécanisme existe déjà, c'est la répétition d'un règlement européen. Mais qu'il y ait eu débat, c'est positif. Cela a mis fin aux mensonges et il est bon qu'il y ait débat sur ces questions.

Brexit, Ceta : à vous entendre, la désinformation est devenue un mode de communication ?

C'est une vraie question. Et cela me frustre parfois. En Europe, on était d'habitude confrontés à un populisme d'extrême gauche ou d'extrême droite qui joue sur les peurs. Et ce que je regrette à propos du Ceta, c'est qu'on a joué sur les peurs.

Et pas que dans les partis extrémistes ?

Oui.

Comment analysez-vous la position du PS ?

Il y a une terrible concurrence à gauche. Le PS a fait sa rentrée sur la semaine des quatre jours, sans expliquer qui va payer. Puis le même parti a lancé la cogestion des entreprises (une forme de société où les syndicats auraient un pouvoir de co-décision, NDLR). La mayonnaise n'a pas pris. Puis il y a le Ceta. Ça a mieux marché. Mais ce qui compte pour moi, c'est que le mécanisme de concertation en Belgique a fonctionné, malgré les majorités différentes. Je ne me lamente pas. Je dirais : tout est bien qui finit bien. Mais je dirais aussi : tout ça pour ça. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

diagonale « La Wallonie, une micro-Région gérée par des communistes »

Dîner de gala mercredi soir (26 octobre) à Hambourg, en Allemagne, à l'invitation d'AGA, la fédération patronale pour le nord de l'Allemagne (équivalent de l'UWE, par exemple, Union wallonne des entreprises). L'affiche est prometteuse : le discours principal est assuré par le commissaire européen Günther Oettinger, chargé de l'Économie numérique, et consacré à « Économie et solidarité dans l'aire digitale : comment assurer l'avenir de l'Europe ».

Frank Compernelle, attaché économique et commercial pour la Wallonie et Bruxelles (Awex et Brussels Invest & Export) décide donc de répondre à l'invitation, puisque c'est l'occasion de contacts avec les entreprises allemandes. Présent aussi, le consul honoraire de Belgique. L'événement n'est pas ouvert au grand public : on n'y entre que sur invitation. Et pour cela, il faut soit être homme d'affaires, soit représenter les autorités.

Mais la soirée ne se passe pas comme Frank Compernelle le pensait. « Je m'attendais à ce qu'il parle de la Wallonie, étant donné l'actualité sur le Ceta. Au bureau, j'avais d'ailleurs reçu une dizaine de mails d'encouragement, mais pas de mail critique. Et à ma table, les invités m'interrogeaient aussi, mais sans agressivité. Günther Oettinger a alors pris la parole et en évoquant le Ceta, il a dit (je cite de mémoire car je n'ai pas pris de notes ou enregistré) : "Une micro-Région gérée par des communistes qui bloque toute l'Europe, ce n'est pas acceptable." Et d'autres choses encore, qui tenaient d'un discours du café du commerce, pas d'une allocution de commissaire européen. Je me suis donc levé et je suis parti, en disant à mes compagnons de table que je ne pouvais supporter, en tant que représentant de la Wallonie, qu'on insulte ainsi ma Région et son peuple. Je n'étais pas venu là pour entendre de tels propos, à la limite du racisme. C'était insupportable, surtout dans le chef de quelqu'un censé représenter toute l'Europe, pas seulement l'Allemagne. Un discours à la Trump, puisqu'il a aussi évoqué dans son allo-

cution les Chinois, des "bridés", "tous peignés de gauche à droite avec du cirage noir" et l'Europe qui veut imposer le mariage homosexuel, comme le prouve une vidéo publiée sur YouTube » et que l'on retrouve aussi sur le site du journal allemand *Der Spiegel*.

Le consul honoraire belge n'est pas non plus resté jusqu'au bout de la soirée, raconte encore l'attaché économique Frank Compernelle. « Le lendemain, un des invités à ma table m'a téléphoné pour me féliciter d'avoir quitté le dîner, car ce discours était insipide, intolérable et raciste. » Choqué, Frank Compernelle a contacté sa hiérarchie (l'Awex) pour savoir s'il pouvait rendre l'incident public. Ce qu'il a donc fait. Car « cela fait 7 ans que je suis en Allemagne et je n'ai jamais vécu cela. C'est d'ailleurs la première fois que je vis cela dans ma carrière professionnelle. Cela ne peut passer inaperçu. »

Paul Magnette : « Scandaleux ! »

Mis au courant, le ministre-président wallon, Paul Magnette, a tenu à réagir aux propos de Günther Oettinger. Par la voix de son porte-parole, il nous déclare : « Si tout ce qui est rapporté s'avère, il s'agit de propos scandaleux qui témoignent d'un mépris total vis-à-vis de notre Région, de ses élus, de ses citoyens et de la société civile qui s'est mobilisée. Cet élan démocratique wallon devrait être encouragé plutôt qu'être traité avec mépris ou par l'injure. J'espère que la Commission européenne ne va pas laisser passer de tels propos. »

L'ensemble de l'allocution du commissaire allemand a aussi provoqué un tollé en Allemagne et au-delà : « Quelqu'un qui répand ouvertement les opinions racistes et homophobes se disqualifie pour les plus hautes fonctions politiques », a ainsi estimé la secrétaire générale du SPD. Et SOS Racisme (France) a appelé le président de la Commission européenne et la chancelière allemande à « prendre les sanctions adéquates face à ce comportement indigne ». ■

MARTINE DUBUISSON

le Premier ministre québécois

« On nous a mis

dans le même sac que les États-Unis »

De bons amis, les Québécois. Visiblement piqués au vif, ils n'ont même pas cillé lorsque des voix en Europe ont dénoncé un nivellement par le bas des normes sociales ou environnementales européennes en cas de conclusion d'un accord de libre-échange avec le Canada. Ils ont même multiplié les contacts diplomatiques avec les Belges francophones pour tenter d'apaiser les craintes. Une démarche qui, selon les propos tenus par le Premier ministre canadien dimanche, a fait la différence.

Le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a raconté au *Soir* lors d'une interview, dimanche, avoir personnellement contacté les dirigeants francophones des institutions politiques belges. « *Les contacts que j'ai eus n'étaient pas des appels de négociations techniques sur l'accord, mais ils visaient à rappeler l'amitié profonde qui nous unit comme francophones, et les valeurs partagées* », nous expliquait-il. Il dit avoir insisté « *sur l'argument du cheval de Troie démonté. Les manifestants en Europe craignaient que le Ceta soit un cheval de Troie pour un accord éventuel avec les Américains, mais je pense que c'est l'inverse.* » Le Ceta constituera une sorte de « *repère plancher pour le futur* », en deçà duquel d'autres accords commerciaux que conclurait l'UE ne pourraient al-

ler.

Les accusations de nivellement par le bas « *m'ont un peu attristé car les normes canadiennes n'ont rien à envier aux normes européennes. Nous aussi, on a des législations très fortes, un système d'assurance maladie public, une éducation publique, une législation du droit des travailleurs particulièrement avancée... Et j'ai l'impression qu'on nous mettait dans le même sac que les États-Unis.* » Même dans les moments les plus difficiles, ces derniers jours, toutefois, « *jamais les conversations entre les Wallons et moi n'ont été tendues. Je n'avais pas de pensée négative par rap-*

port à l'intervention wallonne des dernières semaines, je la vois de façon très positive », confie encore Philippe Couillard.

Il n'empêche qu'à un moment, il faut conclure. « *Vous savez, quand cela fait sept ans qu'on négocie et qu'on est arrivé à une entente, on ne peut pas laisser les choses traîner en longueur ou flotter comme cela. Il faut avoir la maturité de décider de conclure. Le moment était venu* », a-t-il expliqué. Surtout vu le contexte difficile que traverse l'UE.

« *Avec le Brexit, la crise des migrants, les questions de défense, on a l'impression d'une Europe qui veut se renouveler et qui cherche son propre chemin. Je crois qu'il aurait été excessive-*

ment négatif pour l'Europe d'être incapable de signer avec le Canada. Comme on l'a dit, si vous ne signez pas avec les Canadiens, avec qui allez-vous signer ? »

Contacts d'entrepreneurs

Le Premier ministre du Québec était à Bruxelles depuis vendredi.

Il a rencontré la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). « *Ce que je dis aux entreprises wallonnes : ayez plutôt un discours de conquête, vous avez la possibilité de vendre vos produits chez nous sans tarifs, d'intervenir dans nos marchés publics, c'est formidable.* » Le gouvernement du Québec entend par ailleurs mettre en contact la FEB et la Fédération québécoise des chambres de commerces « *pour que les entrepreneurs parlent directement aux entrepreneurs* ».

Quant aux larmes de la ministre canadienne du Commerce, Chrystia Freeland, au sortir de l'Elysette, après un constat d'échec avec Paul Magnette il y a dix jours, que la télévision canadienne a qualifiées de bluff, c'était « *très sincère, ça n'avait rien de construit. Ça montre qu'on n'est pas encore capable d'accepter que les femmes en politique puissent s'exprimer à leur façon aussi* ». Il y a une réflexion à avoir là-dessus, selon lui. ■

ELODIE LAMER